

Pôle services vétérinaires  
Service : santé, protection animale et environnement  
Bureau : protection de l'environnement, sous-produits et  
alimentation animale

CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 17/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCEA PORCINIÈRE**

51300 Blacy

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2023 dans l'établissement SCEA PORCINIÈRE implanté 51300 Blacy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA PORCINIÈRE
- 51300 Blacy
- Code AIOT : 0055100033
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La SAS ELEVAGE PORCINIÈRE exploite un élevage de porcs de type naisseur-engraisseur, autorisé par arrêté préfectoral n° 2017 AU 115 IC du 3 novembre 2017.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Préfectoral du 03/11/2017, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/11/2017, article Annexe III- article 10	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Préfectoral du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
4	Déclaration des émissions polluantes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	Sans objet
5	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Sans objet
6	Etat de propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le comblement d'au moins un des deux (anciens) forages n'a pas été effectué.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/11/2017, article 3, annexe III (article 13)
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 3 " Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant (voir plan annexe II). En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.[...] " Annexe III (article 13) "Le site d'élevage est alimenté en eau par un forage situé à 35 mètres au Nord-Ouest de l'exploitation et appartenant à la SCEA PORCINIÈRE. La consommation annuelle estimée par la SCEA PORCINIÈRE est de 28200 m <sup>3</sup> pour le site. Un compteur d'eau volumétrique, adapté au débit et sans possibilité de remise à zéro, est installé sur la conduite d'alimentation en eau des installations. [...] La périodicité des relevés de la consommation d'eau est adaptée à l'activité de l'élevage et à la consommation prévue, avec un minimum de deux relevés par an. L'exploitant tient un registre de la consommation d'eau et établit un bilan comparatif de la consommation d'eau d'une année sur l'autre, avec une analyse des écarts observés. [...] "
<b>Constats :</b> Vu le forage créé à l'emplacement prévu dans le dossier d'autorisation de 2016. Présence d' : - une margelle bétonnée d'une hauteur d'environ 30 cm au dessus du niveau du terrain naturel, - une tête dépassant d'environ 40 cm la margelle. Point non observé : la surface de la margelle. Un compteur est placé sur la conduite d'alimentation dans un des bâtiments. Un relevé des consommations en eau est réalisé à une fréquence mensuelle, avec une consommation de 26 000 m <sup>3</sup> d'eau pour l'année 2022 (vue sur le registre), inférieure à 28200 m <sup>3</sup> .  Non-conformités. - Le forage n'est pas fonctionnel ; l'élevage est alimenté par un ancien forage. - Un des deux anciens forages, celui alimentant actuellement l'élevage, a été observé : il n'a pas été comblé, contrairement aux engagements pris pour ces deux forages dans la demande d'autorisation (compléments d'avril 2017, pages 22 et 23 de l'annexe 3).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie** (annule et remplace le point de contrôle n° 2 transmis par courrier du 17/08/2023)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/11/2017, Annexe III-article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescriptions contrôlées :</b> "[...] Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur." "L'établissement dispose d'une réserve incendie de 180 m <sup>3</sup> à moins de 200 mètres de l'entrée des bâtiments (cette distance est mesurée par les voies carrossables et accessibles aux engins de lutte contre l'incendie). [...]"
<b>Constats :</b> Vu le devis pour un contrôle des extincteurs prévu 1er juillet 2023. Non-conformité : la mare faisant office de réserve à incendie est non fonctionnelle. Selon les explications de l'exploitant, l'installation de la réserve incendie est prévue avant la fin de l'année.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 3 : MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD5
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> «-Détecter et réparer les fuites d'eau. -Utiliser des dispositifs à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements. -Choisir des équipements appropriés (par exemple, abreuvoirs à tétine, abreuvoirs siphoniques, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum). -Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau. »
<b>Constats :</b> Aucune fuite d'eau constatée dans les salles ayant fait l'objet de l'inspection. Vus : - deux nettoyeurs à haute pression, - des abreuvoirs à commande automatique à disposition des truies en maternité et des porcelets, - le système de contrôle du débit d'eau et les manettes d'intervention associées pour le suivi optimum de la consommation en eau (truies en maternité, truies gestantes et porcs en post sevrage). - les conduits d'arrivée d'eau des salles en cours de rénovation.
<b>Observations :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Déclaration des émissions polluantes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. [...] »
<b>Constats :</b> La déclaration des émissions polluantes de 2022 a été réalisée sur l'application GEREP.
<b>Observations :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Installations électriques et techniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité-incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> " [...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. [...] "
<b>Constats :</b> Vus :- le dernier rapport de contrôle des installation datant du 17 mars 2022,- le devis signé du 6 juin 2023 engageant une société spécialisée à effectuer la remise en état du réseau électrique (objets des non-conformités du contrôle de 2022) concernant les quatre bâtiments d'élevage les plus anciens.
<b>Observations :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Etat de propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation et aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.»
<b>Constats :</b> L'intérieur des bâtiments et les abords sont propres.
<b>Observations :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet